NOVA SCOTIA
NOUVELLE-ÉCOSSE

Labour and Advanced Education
Travail et Éducation postsecondaire

NOVA SCOTIA
NOUVELLE-ÉCOSSE

Office of Immigration
Office de l'immigration

Nova Scotia
Advisory Council on
the Status of Women

Conseil consultatif sur la
condition féminine de la
Nouvelle-Écosse

Travail et Éducation postsecondaire
Office de l'immigration
Conseil consultatif sur la condition féminine

Plan de services en français 2013–2014

Le 30 mai 2013

Plan de services en français 2013–2014
Travail et Éducation postsecondaire

Message de la sous-ministre

Nous sommes heureux de présenter le plan de services en français 2013-2014 pour le ministère du Travail et de l'Éducation postsecondaire (TEP). Le présent plan appuie les objectifs généraux du ministère et lui permet de remplir ses obligations au titre de la *Loi sur les services en français* et de son règlement.

Notre Ministère s'intéresse à plusieurs secteurs d'activité importants qui ont des répercussions directes sur la vie des Néo-Écossais. Le Ministère travaille en vue de protéger le public et de maintenir et de favoriser une main-d'œuvre prospère en Nouvelle-Écosse, et ce en mettant fortement l'accent sur la sécurité, le développement des compétences, la réglementation, l'éducation et la constitution de partenariats.

Le présent plan énonce les efforts que nous allons déployer pour que nos services et programmes soient plus accessibles à la communauté acadienne et francophone de la Nouvelle-Écosse. Tout en faisant fond sur le travail décrit dans les rapports précédents, nous voudrons compter en 2013-2014 sur la collaboration continue avec les Affaires acadiennes de même qu'avec nos précieux partenaires dans la communauté acadienne et francophone pour améliorer davantage notre capacité à assurer des services en français.

Nous continuerons de chercher des occasions de rendre nos consultations publiques plus accessibles à la communauté francophone. Nous allons également continuer de fournir aux employés des outils et des ressources d'apprentissage pour qu'ils améliorent eux-mêmes leurs compétences en français. Soutenir l'apprentissage continu est une priorité de notre Ministère. Beaucoup de nos programmes d'éducation aux adultes sont offerts en français et nous comptons faire davantage d'efforts en ce sens. En outre, nous allons continuer de travailler directement avec la communauté acadienne et francophone pour relever certains défis, tels que la pénurie de compétences et le besoin d'attirer et de conserver des immigrants francophones.

Des composantes en français seront également davantage intégrées à plus d'aspects des programmes assurés par le Comité consultatif sur la condition féminine, y compris l'élaboration de documentation et de ressources en ligne bilingues.

Notre Ministère a un rôle clé à jouer pour que nos collectivités soient sûres et pour que les gens de toute la province aient une bonne formation et puissent acquérir de solides compétences. Le présent plan nous aide à faire en sorte que ces services soient accessibles et offerts à tous les Néo-Écossais.

Sandra McKenzie, sous-ministre
Travail et Éducation postsecondaire

1. Réponses aux demandes en français (orales et écrites)

Le Ministère continuera de répondre dans les plus brefs délais aux demandes de services en français formulées par écrit et oralement. Certains employés répondent au téléphone dans les deux langues (Hello / Bonjour). Nous avons des employés bilingues dans toute la province qui sont prêts à offrir des services en français et de plus en plus d'employés fournissent des services en français de façon régulière. A l'Office de l'immigration, l'affiche *Bonjour!*, qui indique que les services sont offerts dans les deux langues officielles, est placée bien en vue à la réception et les employés bilingues sont encouragés à porter l'épinglette *Bonjour!* pour signaler qu'ils sont bilingues. Les employés qui reçoivent des demandes qui dépassent leurs capacités linguistiques en français ont reçu la consigne de communiquer avec des employés francophones pour obtenir de l'aide.

Certains des présidents ou des vice-présidents de nos commissions peuvent tenir des audiences en français. De plus, un interprète francophone est fourni gratuitement aux candidats ou aux témoins qui en ont besoin. En outre, la division de la conciliation et des tribunaux du travail dispose d'une entente avec le Nouveau-Brunswick afin d'assurer des services de conciliation en français lorsque les parties le demandent.

Des publications peuvent être traduites en français à la demande de la division qui les a produites.

2. Coordonnatrice des services en français

Maggie Hope-Simpson
Coordonnatrice des services en français
Travail et Éducation postsecondaire
hopesime@gov.ns.ca

3. Inventaire des services en français

Le tableau 1 ci-dessous présente un inventaire des services, des publications et de la formation offerts par Travail et Éducation postsecondaire au 1er avril 2013.

Tableau 1 : Inventaire des services en français au 1er avril 2013
Travail et Éducation postsecondaire, Office de l'immigration et Conseil consultatif sur la condition féminine

Services	Publications	Formation	Autre
Nous avons mis en œuvre le programme *Bonjour!* Plusieurs divisions du ministère peuvent offrir des services bilingues : • les audiences peuvent se faire en français; • nous avons accès à des conciliateurs francophones grâce à une entente avec le Nouveau-Brunswick; • des employés bilingues, répartis dans la province, aident les clients qui souhaitent communiquer en français; • certains services téléphoniques gratuits sont offerts en français. Nous avons appuyé les programmes à l'intention des travailleurs âgés sans emploi de la communauté acadienne. La communauté acadienne bénéficie des services particuliers d'un coordonnateur de la formation des adultes bilingue. Les adultes peuvent obtenir leur diplôme d'études secondaires en français et peuvent également participer à d'autres programmes qui visent à améliorer la littératie et les compétences essentielles en français. Le programme de formation des adultes continue d'être élaboré pour la communauté acadienne et francophone. Les personnes qui appellent la Division de la SST ont la possibilité de laisser et de recevoir des messages en français. La Division de la SST fournit, sur demande, des rapports d'inspection et des ordonnances en français. Les produits de mise en œuvre du LaMPSS (système de soutien aux programmes relatifs au marché du travail) appuient, s'il y a lieu, la prestation de services dans les deux langues. La section de l'alphabétisation et des initiatives de formation en milieu de travail mène une évaluation provinciale des besoins auprès des entreprises acadiennes afin d'évaluer puis d'aborder les enjeux en matière de compétences essentielles et de ressources humaines.	Le bouton *Bonjour!* figure dans notre site Web. Il fournit un lien vers une variété de présentations, de publications et de messages Internet en français et en anglais. Des annonces ou des communiqués de presse ont été publiés en français. Beaucoup de publications ont été traduites en français. Les descriptions et les lignes directrices des programmes d'Emploi Nouvelle-Écosse (ENE) sont offertes en français et en anglais dans le site Web.	Les cours de français sont offerts à tous les employés. Nous déployons tous les efforts possibles pour inscrire les personnes intéressées à ces cours. Toutefois, les demandes de formation sont acceptées uniquement en fonction des exigences opérationnelles. Nous encourageons tous les employés qui communiquent directement avec la communauté acadienne et francophone à suivre des cours de français dans le cadre de leur plan de formation courant. Certains cours de français sont offerts à des organismes tiers fournisseurs de services. La formation des fournisseurs tiers de services inscrits dans le LaMPSS est offerte en français. La documentation du programme Tremplin d'ENE est offerte en français dans le site Web.	Les programmes en vertu de l'Entente relative au marché du travail (EMT) et de l'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) sont offerts dans les deux langues. L'EDMT exige que certaines collectivités acadiennes clés disposent d'employés qui parlent français. ENE est en train de faire traduire les formulaires et documents et de recruter des employés francophones qui pourront nous aider à atteindre cet objectif. L'affichage pour les expositions commerciales d'ENE est bilingue. Emploi Nouvelle-Écosse finance le Réseau acadien des intervenants en employabilité (RAIE) qui conseille le gouvernement sur les questions de développement du marché du travail pour les Néo-Écossais acadiens et leurs collectivités. Plusieurs employés bilingues de TEP participent activement à ce comité. Le Conseil consultatif sur la condition féminine (CCCF) cogère le site Web Les filles et la cybersécurité, site en français et en anglais, et continuera l'actualisation du site avec des ressources bilingues pour contribuer à la sécurité des filles en ligne. Le CCCF maintient son engagement envers la communauté acadienne et francophone en vue de lutter contre la violence faite aux femmes en Nouvelle-Écosse. Le CCCF accueille la réunion des ministres responsables de la condition féminine en Atlantique. Les communiqués de presse des rencontres sont offerts en français et en anglais.

Tableau 2 – Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs en 2012–2013
Travail et Éducation postsecondaire

Les progrès réalisés dans la planification et la prestation de services en français sont présentés selon les objectifs spécifiques élaborés dans le Plan stratégique pour les services en français de la Nouvelle-Écosse 2009–2013.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
Objectif 1 – Cadre de travail et politique Renforcer le cadre de travail en matière de politique, de réglementation et d'administration, à l'appui de la *Loi sur les services en français*.	**1.1 – Cadre administratif et stratégique** Les Affaires acadiennes et le ministre s'acquittent mieux de leurs obligations prévues par la *Loi sur les services en français* et son règlement.	Appuyer la Division des affaires acadiennes (DAA) et travailler avec elle pour étendre et améliorer les services en français offerts par TEP.	1. Veiller à être représenté au comité de coordination des services en français et à ses sous-comités.	1. Maintien de la représentation au comité de coordination des services en français.
			2. Contribuer au rapport d'étape annuel du gouvernement sur les services en français.	2. Contribution au rapport d'étape annuel du gouvernement sur les services en français.
			3. Mettre en œuvre le présent plan.	3. Mise en œuvre du plan pour 2012-2013.
	1.2 – Responsabilités des institutions Les institutions publiques désignées s'acquittent mieux de leurs obligations en vertu de la *Loi sur les services en français* et de son règlement.	Élaborer et mettre en œuvre des politiques internes sur la prestation de services en français.	Examiner les politiques internes afin de déterminer les domaines où des changements s'imposent pour permettre la prestation des services en français et élaborer ou adapter des politiques, s'il y a lieu.	N'a pas été fait.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
Objectif 2 – Prestation de services en français Consulter la communauté; planifier, élaborer et offrir des services en français dans les domaines prioritaires.	**2.1 Consultations** Les institutions publiques désignées offrent des services permettant de mieux répondre aux besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone, qui ont été déterminés lors des consultations.	Travailler étroitement avec la DAA et la communauté acadienne et francophone afin d'élaborer et de mettre en œuvre des services en français.	1. Inclure une composante francophone dans au moins deux consultations publiques.	1. Les documents de la consultation étaient offerts en français pour inviter les partenaires acadiens et francophones à une consultation pour discuter l'Initiative de transformation. Une invitation a été envoyée aux partenaires acadiens et francophones pour obtenir leurs réactions. Il était également possible d'envoyer des commentaires en français au moyen d'un sondage en ligne. Les fournisseurs de services externes (FSE) d'ENE ont été invités à une séance d'information pour discuter la Transformation. L'invitation des FSE francophones a été envoyée en français même si la séance ne se tenait qu'en anglais.
			2. Entretenir un dialogue continu et cultiver des rapports avec les organismes de la communauté acadienne et francophone afin de cerner les besoins et les priorités.	2. Poursuite du dialogue avec la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE) sur les priorités et les possibilités d'amélioration des services en français. Engagement et consultation des partenaires de la communauté acadienne et francophone dans l'élaboration de programmes d'alphabétisation des adultes, de perfectionnement des compétences et d'éducation en milieu de travail.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
			3. Élaborer des stratégies pour augmenter les partenariats entre la communauté acadienne et francophone et le Ministère.	3. Emploi Nouvelle-Écosse finance le Réseau acadien des intervenants en employabilité qui conseille le gouvernement sur les questions de développement du marché du travail pour les Néo-Écossais acadiens et francophones et leurs collectivités. Plusieurs employés de TEP participent activement à ce réseau. Un employé de l'Office de l'immigration est aussi membre du Réseau en immigration francophone de la Nouvelle-Écosse. En collaboration avec le réseau, l'Office de l'immigration a commencé à mettre en œuvre les mesures proposées dans le Plan de marketing et de recrutement axé sur les immigrants francophones, p. ex. organiser une mission de recrutement internationale et travailler avec l'Ambassade du Canada au Mexique.
			4. Travailler avec la communauté acadienne et francophone sur des problèmes précis, notamment la pénurie de travailleurs qualifiés et la nécessité d'avoir recours à des immigrants.	4. ENE travaille de près avec les fournisseurs externes qui assurent des services à la population acadienne et francophone, tels que Direction Emploi situé à Halifax et Service à l'emploi situé à Clare et Argyle.
			5. Collaborer avec Citoyenneté et Immigration Canada afin d'appuyer l'immigration dans les collectivités francophones minoritaires.	5. Poursuite de la collaboration avec Citoyenneté et Immigration Canada afin d'appuyer l'immigration dans les collectivités francophones minoritaires.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
			6. Maintenir un poste d'agent de mise en candidature bilingue à l'Office de l'immigration. 7. Collaborer avec les employeurs de la N.-É. pour répondre à leur besoin d'embaucher des travailleurs étrangers francophones temporaires.	6. Maintien d'un poste d'agent de mise en candidature bilingue à l'Office de l'immigration. 7. Diverses initiatives pour soutenir l'immigration francophone dans les régions acadiennes et francophones de la province

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
	2.2 Communications internes Les fonctionnaires connaissent mieux l'approche du gouvernement en matière de prestation de services en français. Ils sont davantage conscients des questions d'ordre culturel liées à la communauté acadienne et francophone et des exigences liées à la communication en français; ils font la promotion des services en français auprès du public.	Sensibiliser davantage les employés à l'engagement pris par le gouvernement provincial d'offrir des services en français et favoriser l'intérêt et l'engagement par rapport à la prestation de services.	1. Élaborer et mettre en œuvre une campagne interne pour sensibiliser les employés aux initiatives sur les services en français (p. ex., présentations à la direction et au personnel sur les initiatives et le plan du Ministère).	1. La coordonnatrice des services en français a rencontré le personnel et les cadres supérieurs des divisions et des directions de TEP pour discuter les services en français afin de préparer le plan de services en français.
			2. Gérer la page intranet sur le plan de services en français.	2. L'intranet de TEP a une section sur les services en français qui doit être mise à jour régulièrement.
			3. Là où le service est offert, mettre en évidence l'affiche ***Bonjour!*** qui signale l'offre de services dans les deux langues officielles.	3. L'affichette ***Bonjour!*** indiquant que les services sont offerts dans les deux langues figure dans tous les endroits où les services sont effectivement offerts dans les deux langues.
			4. Encourager le personnel à assister à des séances d'information sur les enjeux sociaux et culturels pertinents à la communauté acadienne et francophone.	4. Le personnel a été encouragé à assister à *Coup d'œil sur l'Acadie*, l'atelier des Affaires acadiennes conçu pour aider les fonctionnaires à mieux comprendre l'engagement du gouvernement provincial à l'égard des services en français. 5. Les employés qui travaillent avec la communauté acadienne et francophone tiennent à jour régulièrement leurs collègues et la direction concernant les progrès réalisés dans des projets spécifiques et concernant les réussites et les défis dans la prestation de programmes et de services en français.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
	2.3 – Communications avec le public Les intervenants clés et la communauté comprennent mieux l'approche adoptée par le gouvernement pour offrir des services en français ainsi que les programmes et les services qui leur sont offerts.	Participer à la campagne de marketing social de la DAA et de la FANE pour promouvoir l'utilisation des services en français.	1. Mettre en œuvre un plan de communications externes pour promouvoir les services en français, y compris le programme ***Bonjour!***	1. N'a pas été fait.
			2. Gérer les sites Web en français du Ministère.	2. La mise à jour et l'augmentation du contenu en français sur le site Web du Ministère continuent d'être une priorité. Le site Web d'ENE comporte un bouton pour accéder aux pages en français où l'on trouve la description des programmes et services de même que les liens aux lignes directrices et aux documents en français. Le site en français est mis à jour lorsqu'il y a des changements au contenu ou lorsque des nouveaux programmes ou documents sont disponibles. Le Conseil consultatif sur la condition féminine voit à l'entretien de deux sites bilingues : le Centre de ressources sur la violence familiale et le site Web Les filles et la cybersécurité. L'Office de l'immigration entretient un site en français qui propose des renseignements sur les programmes et les services offerts aux immigrants et aux employeurs, de même que des renseignements sur la vie, le travail et les études en Nouvelle-Écosse, avec une référence particulière à la communauté acadienne et francophone.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
			3. Donner des séances d'information et offrir des présentations en français aux intervenants intéressés, et assurer la liaison avec les partenaires communautaires et les médias, pour accroître la sensibilisation aux programmes et aux services du ministère.	3. Les employés qui assurent des services en français donnent régulièrement des séances d'information et font régulièrement des présentations en français au sujet des programmes et des services du Ministère à l'intention des intervenants et des partenaires communautaires clés. La représentation lors de forums et d'activités (p. ex. le forum sur le développement économique et le forum sur l'immigration du Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse (CDENE), l'AGA de la FANE) a fourni aux employés des occasions d'assurer une liaison avec les partenaires communautaires et les médias et d'augmenter la visibilité des programmes et des services du Ministère. Les agents de programmes d'ENE donnent des présentations en français sur demande afin d'expliquer les programmes ou d'en présenter un nouveau, tel Tremplin.
			4. Publier des communiqués en français s'il y a lieu.	4. TEP a diffusé 12 communiqués en français pour publication sur le site Web de la Province et dans les médias francophones. Des annonces ont été publiées dans *Le Courrier de la Nouvelle-Écosse* pour inviter les Acadiens et les francophones à soumettre des propositions de projets dans le cadre de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA).
			5. Assurer la traduction et la publication de documents en français.	5. Le personnel de TEP a fait traduire en français beaucoup de documents pour qu'ils soient publiés ou affichés sur le site Web.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
	2.4 Prestation de services Les services en français qui sont considérés comme prioritaires sont cernés, des stratégies ou des approches relatives à la prestation de services sont mises en œuvre, et des services sont offerts.	Examiner le degré de services en français et la capacité d'offrir des services, déterminer les secteurs prioritaires et surveiller les progrès.	1. Améliorer ou élaborer des approches, des programmes et des stratégies pour la planification et la prestation de services en français dans les domaines prioritaires.	1. A) L'Éducation aux adultes a collaboré avec Équipe alphabétisation Nouvelle-Écosse (EANE) dans l'élaboration et la mise à l'essai d'un nouveau programme en français de développement des compétences qui utilise une approche multiservices et d'engagement communautaire pour améliorer la littératie, les compétences et les résultats d'emploi pour les adultes des régions acadiennes. Au nombre des produits réalisés, notons des méthodes transférables de même que des outils et des ressources d'évaluation et de perfectionnement des compétences en français. B) Traduction de la trousse d'outils sur les ressources humaines – Renseignements et outils en ligne pour aider les petites et moyennes entreprises à trouver, maintenir en poste et former des employés. C) Plan de marketing et de recrutement axé sur les immigrants francophones en Nouvelle-Écosse. Partenariat stratégique entre l'Office de l'immigration et le Réseau en immigration francophone de la Nouvelle-Écosse. D) Des agents de programmes bilingues travaillent de près avec les fournisseurs de services externes et veillent à ce qu'ils reçoivent les documents et le matériel en français et à ce que les formulaires soient disponibles en français dans le site Web. Les agents de programmes bilingues sont identifiés dans le répertoire des employés pour tous les bureaux régionaux d'Emploi Nouvelle-Écosse de la province.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
				E) Élaboration de programme d'études – en collaboration avec l'Université Sainte-Anne, mise à l'essai de Français IV (élaboré en 2011–2012) dans le cadre du programme de diplôme d'études secondaires en français.
			2. Veiller à ce que les programmes de l'EMT et de l'EDMT continuent d'être offerts en français et en anglais.	2. Les programmes de l'EMT et de l'EDMT continuent d'être offerts en français et en anglais. ENE évalue les demandes de financement que la communauté acadienne et francophone présente en français pour des projets qui contribuent à améliorer l'employabilité dans la communauté.
			3. Examiner les besoins et le niveau de services en français requis ainsi que la capacité d'offrir des services et déterminer les secteurs prioritaires.	3. L'évaluation critique du besoin et de la capacité d'assurer des services en français dans les secteurs prioritaires est en cours dans plusieurs divisions.
			4. Le CCCF accueillera en mai 2012 les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables de la condition féminine. Toutes les séances seront offertes en anglais et en français.	4. Le CCCF a accueilli avec succès les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables de la condition féminine en mai 2012 avec le soutien du Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes qui a assuré des services de traduction avant et durant les rencontres. 5. Le CCCF a commencé à faire traduire le contenu du site du Centre de ressources sur la violence familiale et il a soutenu la création et le lancement du site bilingue Les filles et la cybersécurité avec les bureaux chargés de la condition féminine en Atlantique.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
	2.5 – Ressources humaines La capacité de la fonction publique d'offrir des services en français a augmenté.	Continuer de bâtir la capacité du ministère de fournir des services en français en offrant aux employés la possibilité de suivre des cours de français.	1. Fournir aux employés les occasions, les outils d'apprentissage, les ressources et la reconnaissance nécessaires liés au perfectionnement des compétences et à la prestation de service en français.	1. La coordonnatrice des services en français a fourni aux employés de TEP l'information sur les cours de français et la documentation sur le programme ***Bonjour!*** Les services de traduction sont à la disposition de toutes les divisions et directions de TEP. Cette année, deux des récipiendaires des Prix d'excellence ***Bonjour!*** pour les services en français étaient des employés de TEP.
			2. Constituer une capacité par le truchement des cours de français.	2. En 2012-2013, 21 employés de TEP ont suivi des cours de français à Halifax, à Sydney, à Truro et à Tusket.
			3. Maintenir un poste d'agent de mise en candidature bilingue à l'Office de l'immigration.	3. On a continué d'avoir un poste d'agent de mise en candidature bilingue à l'Office de l'immigration.
			4. Coprésider des rencontres bilingues lors du Forum fédéral-provincial-territorial des ministres et des hauts fonctionnaires responsables de la condition féminine en Nouvelle-Écosse en septembre 2011 et en mai 2012.	4. Le CCCF a coprésidé avec succès la rencontre bilingue FPT des hauts fonctionnaires en septembre 2011 et le Forum des ministres en mai 2012.
			5. Prendre des mesures positives en matière de dotation en personnel pour que les services en français soient conservés ou augmentés.	5. Parmi les mesures de dotation en personnel, l'Office de l'immigration a affiché des postes à combler de Directeur intérimaire et d'Agent de programme dont la description de tâches comportait la mention que le « français était un atout ».

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
Objectif 3 – Développement communautaire et amélioration des capacités. Appuyer la communauté acadienne et francophone dans son développement à long terme et sa durabilité.	**3.1 Préservation et essor de la communauté** Le gouvernement a aidé les organismes communautaires acadiens et francophones à atteindre leurs objectifs exprimés dans le Plan de développement global de la communauté pour 2009–2014.	Appuyer les initiatives communautaires, culturelles et économiques répondant aux besoins de la communauté acadienne et francophone.	1. Financer des programmes qui contribuent au perfectionnement des compétences et à l'employabilité des adultes francophones et qui contribuent à la vitalité culturelle et économique des localités acadiennes.	1. A) Voir 2.4 Prestation de services, 1.A) : nous avons intégré le programme de perfectionnement des compétences (financé en partie par l'Entente Canada-Nouvelle-Écosse sur les services en français). B) Nous avons accordé des fonds provinciaux à Publie-le, un programme d'alphabétisation familiale en français qui amène les familles à participer à un projet de rédaction et de publication d'un livre. En partenariat avec la Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse (FPANE) et le Conseil scolaire acadien provincial (CSAP). C) Nous avons accordé des fonds de l'EMT à un programme Link-CCA en français, programme qui a été présenté par l'Université Sainte-Anne dans 5 régions. Le programme aborde la pénurie de compétences chez les auxiliaires en soins continus dans les établissements de soins continus dans les localités acadiennes.
			2. Appuyer les initiatives communautaires liées à l'immigration qui répondent aux besoins de la communauté acadienne et francophone pour ce qui est du marché du travail et du développement économique grâce au Programme de financement de l'établissement, au Programme de financement en vertu de l'Entente relative au marché du travail et au projet pilote mené avec la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE).	2. Trois projets ont été réalisés pour soutenir des initiatives communautaires liées à l'immigration : un financé par le Programme de financement de l'établissement des immigrants (en collaboration avec la FANE) et deux autres financés par l'EMT (en collaboration avec l'Université Sainte-Anne et le CDENE).

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2009–2013	Buts et objectifs 2012–2013	Mesures prévues 2012–2013	Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2012–2013
			3. Poursuivre le travail avec la Fédération des femmes acadiennes de la N.-É. (FFANE) pour aborder la violence faite aux femmes en Nouvelle-Écosse (c'est-à-dire, le travail du CCCF avec le comité de mise en œuvre du plan d'action sur la violence familiale (PAVF)).	3. Le CCCF continue de travailler avec la FFANE pour remédier à la violence faite aux femmes en Nouvelle-Écosse. Pour 2012–2013, la FFANE, par le truchement du PAVF, a été partenaire dans l'organisation du symposium provincial annuel sur la prévention du crime, dont le thème portait sur la lutte à la violence familiale en Nouvelle-Écosse.
	3.2 Centres scolaires communautaires Les centres scolaires communautaires acadiens et francophones offrent des services et des programmes à la communauté acadienne et francophone.	Explorer les occasions de répondre aux besoins de la communauté en matière de services en français.	Entretenir un dialogue continu et cultiver des rapports avec les organismes de la communauté acadienne et francophone afin de cerner les besoins et les priorités.	La Division de l'éducation aux adultes a financé cette année des projets d'alphabétisation familiale en français en collaboration avec des centres scolaires communautaires associés au CSAP. D'autres programmes d'alphabétisation familiale assurés par Équipe alphabétisation ont fait appel à des employés et à des ressources du Centre provincial de ressources préscolaires (CPRP) et de La Pirouette, un centre de ressources pour les familles avec des bureaux à Clare, à Argyle, à l'Isle Madame et à Halifax. Tous ces projets ont comblé un besoin de programmes et de ressources en français de grande qualité dans les régions acadiennes et ils ont favorisé la collaboration entre des partenaires communautaires. En 2012-2013, le CCCF a publié en français et en anglais de la documentation sur la lutte contre la traite des jeunes dans le cadre des efforts de la Province en vue de sensibiliser tous les élèves de la Nouvelle-Écosse à la traite des humains et à la violence faite aux femmes.

Tableau 3 – Buts, objectifs et mesures pour l'année 2013–2014
Travail et Éducation postsecondaire, Office de l'immigration et Conseil consultatif sur la condition féminine

Les buts, les objectifs et les mesures pour la planification et la prestation des services en français sont présentés selon les objectifs spécifiques élaborés dans le Plan stratégique de la Nouvelle-Écosse pour les services en français 2013-2018 (disponible auprès des Affaires acadiennes).

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2013–2018	Buts et objectifs du Ministère 2013–2014	Mesures prévues en 2013–2014
Objectif 1 – Leadership et orientation politique Se faire le champion et assurer le soutien de l'élaboration des cadres politiques, administratifs et de planification pour la mise en œuvre de la Loi sur les services en français et son règlement.	**1.1 – Champion des services en français** Les institutions publiques désignées : ont favorisé un environnement positif où les services en français sont encouragés, attendus, respectés et appréciés; sont au courant de leurs obligations relatives aux services en français et se sont acquittées de leurs obligations prévues par la Loi sur les services en français et son règlement; ont une vision pour assurer les progrès et ont intégré les services en français dans leurs politiques, leurs programmes et la prestation de services. **1.2 – Cadres de politique, de planification et d'administration** Les institutions publiques désignées reçoivent le soutien nécessaire pour s'acquitter de leurs obligations prévues par la *Loi sur les services en français* et son règlement par le biais des programmes et services des Affaires acadiennes et d'autres unités centrales de soutien. Les Affaires acadiennes appuient le ministre responsable de la *Loi sur les services en français* pour l'aider à s'acquitter de ses obligations prévues par la *Loi sur les services en français* et son règlement. Le Comité de coordination des services en français appuie et conseille le ministre des Affaires acadiennes sur la mise en œuvre de la *Loi sur les services en français*.	Soutenir et promouvoir activement l'élaboration de services en français à TEP en collaboration avec les Affaires acadiennes.	Le plan de services en français 2013-2014 est publié et affiché dans le site Web et dans le site intranet de TEP. La coordonnatrice des services en français (CSF) représente activement TEP au comité de coordination des services en français (CCSF). La sous-ministre et la haute direction de TEP connaissent nos obligations concernant les services en français et se font les champions de ces services au sein du ministère. La sous-ministre rencontre périodiquement la CSF pour voir comment les services en français peuvent être intégrés aux politiques et programmes du ministère et pour soutenir la mise en œuvre du plan.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2013–2018	Buts et objectifs du Ministère 2013–2014	Mesures prévues en 2013–2014
Objectif 2 – Disponibilité et accessibilité des services en français Améliorer la sensibilisation aux services en français par l'offre active, les ressources électroniques et imprimées, et la capacité accrue des fonctionnaires d'offrir des services en français.	**2.1 – Offre active et communication avec le public** Le gouvernement offre des communications en français de façon uniforme. La communauté acadienne et francophone est au courant des services offerts en français et de l'approche adoptée par le gouvernement pour offrir des services en français. Les institutions publiques désignées ont adopté « l'offre active » de services en français et elles en font la promotion. La communauté acadienne et francophone utilise ces services. La langue française et les services en français sont visibles dans les aires publiques des édifices du gouvernement grâce à l'utilisation d'affiches en français ou bilingues, ou d'autres moyens.	Améliorer la sensibilisation aux services en français par l'offre active, les ressources électroniques et imprimées, et la capacité accrue des fonctionnaires d'offrir des services en français.	On se sert du programme ***Bonjour!*** pour indiquer où les services en français sont offerts. Le logo ***Bonjour!*** figure dans les sites Web du ministère et il sert à diriger l'utilisateur vers le contenu en français. L'affichette ***Bonjour!*** et le logo provincial figurent à l'entrée des bureaux et indiquent où les services en français sont offerts. La CSF fournit au personnel de TEP l'information nécessaire sur les cours de français. La CSF distribue la documentation ***Bonjour!*** aux employés francophones et prend contact avec les employés qui ont suivi des cours de français. Les employés qui parlent français sont identifiés et on leur demande d'assurer des services en français. Les gens peuvent faire une demande en français pour un nombre croissant de programmes dans le LaMPSS. La Division de la réglementation sur les pensions prévoit traiter les demandes soumises en français et offrir le formulaire de déblocage de fonds en cas de difficultés financières en français. Les employés de TEP qui assurent des services en français organisent régulièrement des séances d'information en français avec les intervenants et les partenaires dans la communauté acadienne et francophone au sujet des programmes et services du Ministère. Les campagnes publicitaires pour annoncer les programmes et les activités de TEP et les communiqués sont publiés en français dans les médias francophones. Les divisions sont encouragées à mettre en nomination des employés pour les Prix d'excellence ***Bonjour!*** pour les services en français

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2013–2018	Buts et objectifs du Ministère 2013–2014	Mesures prévues en 2013–2014
	2.2 – Documents d'information imprimés ou électroniques La communauté acadienne et francophone a accès à des documents d'information bilingues ou en français, en format imprimé ou électronique. Les sites Web du gouvernement ont du nouveau contenu en français et sont faciles à naviguer pour les utilisateurs francophones parce qu'une approche uniforme a été adoptée.	Veiller à ce que les renseignements préparés par le Ministère, en format imprimé et électronique, soient de plus en plus offerts en français.	Les divisions de TEP font appel aux services de traduction. Bien des divisions diffusent des documents imprimés et électroniques dans les deux langues et certaines – ENE, par exemple – s'efforcent d'offrir toute la documentation sur les programmes et la formation dans les deux langues. Tous les nouveaux programmes de TEP et la documentation pertinente seront offerts dans les deux langues. Le site Web de TEP présente un contenu en français et il est facile d'y naviguer pour les internautes francophones. Plusieurs divisions se sont engagées à tenir à jour des pages Web en français et à augmenter la quantité de contenu en français auquel on a accès par le biais du bouton ***Bonjour!***, y compris des liens vers les programmes, les documents et les lignes directrices, les outils et les ressources, et les coordonnées d'employés bilingues.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2013–2018	Buts et objectifs du Ministère 2013–2014	Mesures prévues en 2013–2014
	2.3 – Ressources humaines Les professionnels et gestionnaires des ressources humaines du gouvernement sont au courant de l'engagement du gouvernement visant à offrir des services en français et ils tiennent compte des exigences liées aux employés qui parlent français dans leurs activités de recrutement et de formation. La capacité de la fonction publique d'offrir des services en français a augmenté, grâce au recrutement, à la formation et à l'appui des employés francophones ou bilingues. Les fonctionnaires connaissent l'approche adoptée par le gouvernement en matière de prestation de services en français. Ils sont au courant des obligations liées à la communication, à la prestation et à la promotion des services en français, et des enjeux culturels se rapportant à la communauté acadienne et francophone.	Sensibiliser davantage la haute direction et le personnel de TEP à la communauté acadienne et francophone. Veiller à ce que les RH et les cadres supérieurs connaissent nos obligations au titre de la *Loi sur les services en français* et son règlement d'application en ce qui concerne l'amélioration de la capacité des RH à offrir les services en français.	La CSF sensibilise les employés à l'identité culturelle acadienne et francophone et à nos obligations au titre de la *Loi* et de son règlement d'application en fournissant des renseignements sur des ateliers, tel *Coup d'œil sur l'Acadie*, et sur les causeries-midi aux Affaires acadiennes. La sous-ministre rencontre la CSF concernant les politiques de RH, pour voir comment la capacité du ministère en matière de services en français pourrait être améliorée par le truchement de l'embauche, de la formation ou, au besoin, de l'embauche à contrat d'employés bilingues pour assurer des services en français. La haute direction et la sous-ministre appuient les demandes pour suivre des cours de français lorsque les besoins opérationnels justifient ces demandes. La CSF renseigne le personnel sur les cours de français offerts aux employés du gouvernement provincial. Les nouveaux postes annoncés préciseront que les compétences en français sont un atout pour travailler avec la communauté acadienne et francophone. Des renseignements sur les services en français et sur le Plan de services en français de TEP figurent dans les séances d'information à l'intention de la haute direction, des employés actuels et des nouveaux employés. On fera un sondage pour identifier les employés qui parlent français.
Objectif 3 – Engagement et approche communautaires Assurer la participation de la communauté acadienne et francophone et offrir des services qui appuient son développement et son essor.	**3.1 – Engagement du public** Les institutions publiques désignées ont engagé la communauté acadienne et francophone et sont au courant de ses besoins. Les Néo-Écossais francophones ont l'occasion de participer aux consultations du gouvernement en français.	Établir et entretenir des relations avec les intervenants de la communauté acadienne et francophone Accroître les services en français pendant les consultations.	Le personnel de TEP continue de participer activement au Réseau acadien des intervenants en employabilité qui conseille TEP sur les besoins et les préoccupations de la communauté acadienne et francophone en matière de marché du travail.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2013–2018	Buts et objectifs du Ministère 2013–2014	Mesures prévues en 2013–2014
			TEP entretient des rapports étroits avec ses partenaires de prestation de services, entre autres le Conseil communautaire du Grand Havre, le Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse, l'Université Sainte-Anne, l'Équipe d'alphabétisation Nouvelle-Écosse et la Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse. Ces rapports ouvrent la voie de façon continue à des commentaires et à des consultations sur les politiques, les programmes et les services qui intéressent la communauté acadienne et francophone. Plusieurs présidents ou vice-présidents des commissions peuvent tenir des audiences en français. Les candidats ou les témoins peuvent obtenir sans frais les services d'un interprète francophone. La division de la conciliation et des tribunaux du travail dispose d'une entente avec le Nouveau-Brunswick afin d'assurer des services de conciliation en français lorsque les parties le demandent. Le personnel de TEP poursuit le dialogue avec la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse sur les priorités et les possibilités d'amélioration des services en français. Le CCCF continue son travail sur le genre et la diversité (ACS+) dans le cadre des initiatives du gouvernement, y compris le soutien qu'il apporte aux initiatives de consultation et d'engagement du ministère pour garantir que la langue et la culture figurent dans ces démarches. ENE veillera à ce que le rapport de consultation sur l'Initiative de transformation soit disponible en français et en anglais. Les préoccupations exprimées par les intervenants acadiens et francophones sont discutés dans le rapport. Les divisions s'efforcent de faire en sorte que les services en français (communications, rapports, personnel bilingue, capacité de fournir des commentaires oraux et écrits en français) soient de plus en plus disponibles lors des consultations.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2013–2018	Buts et objectifs du Ministère 2013–2014	Mesures prévues en 2013–2014
	3.2 – Conseils, agences et commissions Les Acadiens et les francophones sont au courant des possibilités de participer aux conseils, agences et commissions du gouvernement et ont soumis des candidatures.	Améliorer les possibilités d'avoir des représentants acadiens et francophones au sein des conseils, agences et commissions de TEP.	Continuer de travailler avec le Bureau du Conseil exécutif, qui est principalement responsable de recruter les membres du public aux conseils, agences et commissions, et qui fait régulièrement la publicité des postes courants à combler, en français et en anglais. Pour obtenir plus d'information, consultez le : www.gov.ns.ca/exec_council/abc (en anglais seulement). Le Conseil consultatif sur la condition féminine encourage les femmes néo-écossaises membres de groupes minoritaires à devenir membres du conseil. Les groupes minoritaires englobent tous les groupes dans leur diversité, y compris aux plans linguistique et culturel.
	3.3 – Processus de plainte La communauté acadienne et francophone est au courant du processus de plainte concernant les services gouvernementaux.	Fournir au public l'information et les possibilités nécessaires pour qu'il fasse des commentaires sur les programmes et services en français de TEP.	Le personnel bilingue réparti dans la province fournit sans cesse des commentaires au ministère concernant la satisfaction par rapport aux programmes et services en français. Les consultations publiques et le site Web de TEP fournissent des moyens supplémentaires d'offrir des commentaires (c'est-à-dire en fournissant de l'information sous « contactez-nous »). Les plaintes et les commentaires envoyés en français seront examinés par des employés bilingues qui y répondront en français. Les personnes qui ne sont pas satisfaites après avoir suivi le processus interne de traitement des plaintes peuvent s'adresser au Bureau de l'ombudsman de la Nouvelle-Écosse.

Objectifs	Résultats attendus Plan stratégique des services en français pour 2013–2018	Buts et objectifs du Ministère 2013–2014	Mesures prévues en 2013–2014
	3.4 – Développement et essor de la communauté Le développement et la vitalité de la communauté acadienne et francophone sont améliorés par la prestation de services en français.	Appuyer les initiatives communautaires, culturelles et économiques répondant aux besoins de la communauté acadienne et francophone.	Financer des programmes qui contribuent au perfectionnement des compétences et à l'employabilité des adultes francophones et qui contribuent à la vitalité culturelle et économique de la communauté acadienne et francophone. Appuyer les initiatives communautaires liées à l'immigration qui répondent aux besoins de la communauté acadienne et francophone pour ce qui est du marché du travail et du développement économique grâce au programme d'assistance à l'établissement des immigrants de l'Office de l'immigration et du Programme de financement de l'Entente relative au marché du travail. Poursuivre le travail avec la Fédération des femmes acadiennes de la N.-É. (FFANE) pour aborder la violence faite aux femmes en Nouvelle-Écosse (c'est-à-dire, le travail du CCCF avec le comité de mise en œuvre du plan d'action sur la violence familiale). Soutenir les projets d'alphabétisation familiale en français qui répondent au besoin en matière de programmes et de ressources en alphabétisation familiale de grande qualité dans les régions acadiennes, et favoriser la collaboration entre les partenaires communautaires (EANE, la FPANE, le CPRP, La Pirouette, le CSAP et les centres scolaires communautaires).